

4.2 Chômage

En 2015, selon l'**enquête Emploi**, la France métropolitaine compte 2,9 millions de **chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT)**. En moyenne sur 2015, le **taux de chômage** s'établit à 10,0 % de la population active en France métropolitaine, soit 0,1 point de plus qu'en 2014. Par ailleurs, 1,4 million de personnes sont sans emploi et recherchent un emploi sans être disponibles, ou souhaitent travailler mais ne recherchent pas un emploi (qu'elles soient disponibles ou non pour en occuper un). Ces personnes ne vérifient pas tous les critères pour être considérées comme chômeurs, mais forment ce qu'on appelle le « **halo** » **autour du chômage**.

Entre 2014 et 2015, le taux de chômage de la population âgée de 25 à 49 ans augmente de 0,1 point tout comme celui des personnes âgées de 50 à 64 ans. La hausse est plus marquée chez les jeunes : le taux de chômage des 15-24 ans croît de 0,5 point en 2015. Après avoir fortement augmenté avec la crise (+ 5,8 points entre 2008 et 2013), le taux de chômage des jeunes s'est globalement stabilisé depuis. Il s'établit ainsi à 24,0 % en 2015, tandis que celui des personnes de 25 à 49 ans atteint 9,4 % et celui des 50 ans ou plus 6,8 %. Avant l'âge de 25 ans, de nombreux jeunes poursuivent encore des études (et ne sont majoritairement pas actifs) et ceux déjà présents sur le marché du travail ont un profil particulier : ils ont terminé leurs études plus

tôt que le reste de leur génération et sont en moyenne moins diplômés ; ils ont donc un risque de chômage plus élevé. Rapportée à l'ensemble de la population (actifs et inactifs), la part de chômeurs chez les jeunes est de 9,0 % en 2015, soit seulement 0,7 point de plus que pour les 25-49 ans.

En 2015, le taux de chômage augmente chez les hommes (+ 0,3 point), tandis qu'il diminue légèrement chez les femmes (- 0,1 point). Depuis 2013, le taux de chômage est plus élevé pour les hommes que pour les femmes (respectivement 10,5 % contre 9,5 % en 2015). Les ouvriers et employés restent les catégories sociales les plus touchées par le chômage. Ainsi, le taux de chômage des ouvriers est presque quatre fois plus élevé que celui des cadres.

La part des **chômeurs de longue durée** qui s'établit à 42,8 % en 2015, est beaucoup plus élevée au sein des chômeurs seniors (60,2 %). L'ancienneté moyenne au chômage est de 14,6 mois en 2015, après 14,2 mois en 2014.

En 2015, le taux de chômage s'établit à 9,4 % dans l'ensemble de l'Union européenne. Il culmine à 24,9 % en Grèce, suivie de l'Espagne (22,1 %), tandis que l'Allemagne affiche le taux le plus faible (4,6 %). Le taux de chômage en France se situe au-dessus de la moyenne européenne. ■

Définitions

Chômeur au sens du BIT : personne âgée de 15 ans ou plus qui :

- est sans emploi la semaine de référence ;
- est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- a cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi (et inversement). Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Chômeur de longue durée : actif au chômage depuis plus d'un an.

Enquête Emploi : réalisée par l'Insee depuis 1950, l'enquête Emploi est la seule source statistique qui permet de mesurer le statut d'activité (emploi, chômage, inactivité) au sens du Bureau international du travail (BIT). Depuis 2003, elle est réalisée en continu sur toutes les semaines de l'année.

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre d'actifs.

Halo autour du chômage : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Emploi, chômage, revenus du travail », *Insee Références*, édition 2016.
- « Une photographie du marché du travail en 2015 », *Insee Première* n° 1569, juin 2016.
- « Conjoncture de l'emploi et du chômage au 4^e trimestre 2015 », *Dares Indicateurs* n° 020, Dares, avril 2016.
- « Le taux de chômage diminue de 0,1 point au quatrième trimestre 2015 », *Informations rapides* n° 60, Insee, mars 2016.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Durée et circonstances du chômage

	2014	2015
Ancienneté moyenne de chômage (en mois)		
Ensemble	14,2	14,6
Hommes	14,7	15,2
Femmes	13,7	13,9
Proportion de chômeurs au chômage depuis 1 an ou plus (en %)		
Ensemble	42,7	42,8
15 à 24 ans	29,2	27,3
25 à 49 ans	42,6	42,9
50 ans ou plus	58,4	60,2
Hommes	44,1	43,8
Femmes	41,0	41,6
Circonstance de perte d'emploi (en %)		
Fin d'emploi à durée limitée	43,5	43,1
Licenciement	18,5	18,2
Démission	6,2	6,1
Autres circonstances ¹	31,7	32,6

1. Dont personnes n'ayant jamais travaillé.

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

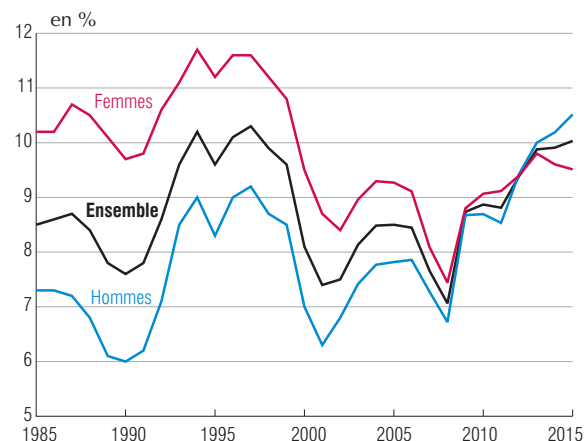
Taux de chômage par sexe et âge

	1980	1990	2000	2010	2015
Hommes	3,6	6,0	7,0	8,7	10,5
15 à 24 ans	8,2	13,0	15,1	22,2	25,1
25 à 49 ans	2,5	5,0	6,3	7,7	9,6
50 à 64 ans	3,2	4,5	5,4	5,5	7,6
65 ans ou plus	0,4	0,2	0,0	2,3	2,1
Femmes	7,3	9,7	9,5	9,1	9,5
15 à 24 ans	15,9	17,6	17,3	23,0	22,7
25 à 49 ans	5,1	8,7	9,3	8,4	9,1
50 à 64 ans	4,9	6,2	6,0	5,6	6,4
65 ans ou plus	0,2	0,4	0,0	2,6	1,8
Ensemble	5,1	7,6	8,1	8,9	10,0
15 à 24 ans	11,6	15,1	16,1	22,6	24,0
25 à 49 ans	3,5	6,6	7,7	8,0	9,4
50 à 64 ans	3,8	5,2	5,7	5,5	7,0
65 ans ou plus	0,3	0,3	0,0	2,4	2,0

Champ : France métropolitaine, population des ménages, actifs de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

Taux de chômage entre 1985 et 2015



Champ : France métropolitaine, population des ménages, actifs de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

Nombre de chômeurs

	1980	1990	2000	2010	2015
Hommes	509	841	994	1 288	1 570
Femmes	709	1 048	1 140	1 217	1 312
Total	1 218	1 889	2 134	2 505	2 882

Champ : France métropolitaine, population des ménages, chômeurs de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

Taux de chômage selon la catégorie socioprofessionnelle ou le diplôme

	2003	2010	2015
Catégorie socioprofessionnelle			
Cadres	3,5	3,7	4,0
Professions intermédiaires	4,2	4,6	5,8
Employés	7,7	8,9	10,2
Ouvriers	9,4	12,8	14,6
Diplôme			
Brevet des collèges, CEP ou sans diplôme	11,3	14,5	16,8
Baccalauréat, CAP ou BEP	7,4	8,4	10,5
Bac + 2	5,3	5,1	6,3
Diplôme supérieur	6,4	5,3	6,2
Ensemble	8,1	8,9	10,0

Champ : France métropolitaine, population des ménages, actifs de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

Chômage dans l'UE en 2015

	Nombre total de chômeurs en milliers	Évolution 15/14 en milliers	Taux de chômage		
			Hommes en %	Femmes en %	Ensemble en %
Allemagne	1 950	- 140	5,0	4,2	4,6
Autriche	252	7	6,1	5,3	5,7
Belgique	422	- 1	9,1	7,8	8,5
Bulgarie	305	- 80	9,8	8,4	9,2
Chypre	63	- 7	15,1	14,8	15,0
Croatie	309	- 18	15,7	17,0	16,3
Danemark	181	- 11	5,9	6,4	6,2
Espagne	5 056	- 554	20,8	23,6	22,1
Estonie	42	- 8	6,2	6,1	6,2
Finlande	252	20	9,9	8,8	9,4
France	3 047	21	10,8	9,9	10,4
Grèce	1 197	- 77	21,8	28,9	24,9
Hongrie	308	- 35	6,6	7,0	6,8
Irlande	204	- 39	10,9	7,7	9,4
Italie	3 032	- 204	11,3	12,7	11,9
Lettonie	98	- 10	11,1	8,6	9,9
Lituanie	134	- 24	10,1	8,2	9,1
Luxembourg	18	2	5,9	7,2	6,4
Malte	11	0	5,5	5,2	5,4
Pays-Bas	614	- 46	6,5	7,3	6,9
Pologne	1 304	- 263	7,3	7,7	7,5
Portugal	648	- 81	12,4	12,9	12,6
Rép. tchèque	268	- 56	4,2	6,1	5,1
Roumanie	624	- 5	7,5	5,8	6,8
Royaume-Uni	1 741	- 255	5,5	5,1	5,3
Slovaquie	314	- 45	10,3	12,9	11,5
Slovénie	90	- 8	8,1	10,1	9,0
Suède	387	- 24	7,5	7,3	7,4
UE	22 872	- 1 930	9,3	9,5	9,4

Champ : population des ménages, personnes actives de 15 à 74 ans.

Source : Eurostat, enquêtes sur les forces de travail.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et en couleur sont définis plus bas ou dans la rubrique « Définitions » en annexes

Une présentation synthétique sur chaque double-page

Des définitions pour comprendre les concepts clés de la double page

Toutes les définitions sont regroupées dans la rubrique « Définitions » en annexes

Des publications téléchargeables gratuitement pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet à retrouver dans la rubrique « Adresses utiles » en annexes

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (-0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à +0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à +0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2nd semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (-17,6 % sur un an, fin 2015) que pour les carburants (-9,3 % pour le gazole, -6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015

(-7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accroissent (-3,9 % fin 2015, après -2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (-0,2 % fin 2015, contre +0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+1,2 % en moyenne, après +1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+8,9 %, après +4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+0,6 %, après -0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+5,3 % en moyenne en 2015, après -4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2017 - Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2015

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 15/14		Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 15/14	
	2015	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		2015	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,0	0,0	0,2	Transport	1 504	-1,5	-1,1	
Ensemble (hors tabac)	9 801	0,0	0,0	0,0	Achats de véhicules	335	0,8	1,9	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 495	0,4	0,5		Utilisation de véhicules personnels	890	-3,0	-2,2	
Produits alimentaires	1 360	0,5	0,6		Services de transport	279	0,9	-1,1	
Boissons non alcoolisées	135	-0,5	-0,6		Communications	257	0,4	1,0	
Boissons alcoolisées et tabac	367	0,6	0,6		Services postaux	18	8,9	8,8	
Boissons alcoolisées	168	0,9	1,1		Matériel de téléphonie et de télécopie	19	-11,3	-8,8	
Tabac	199	0,3	0,3		Services de téléphonie et de télécopie	220	0,6	1,2	
Habillement et chaussures	451	-0,9	-0,2		Loisirs et culture	792	0,2	0,9	
Habillement	350	-1,2	-0,3		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	136	-4,3	-1,7	
Chaussures y c. réparation	101	0,3	0,0		Autres biens durables (loisirs)	33	0,7	1,4	
Logement, chauffage, éclairage	1 441	0,4	-0,2		Autres articles et équip. de loisirs	209	-0,1	0,7	
Loyers d'habitation	609	0,6	0,5		Services récréatifs et culturels	245	1,7	1,1	
Entretien et réparation courante du log.	146	1,3	1,1		Presse, livres et papeterie	141	2,1	2,5	
Distribution d'eau et autres services	188	1,5	1,5		Voyages touristiques tout compris	28	1,2	5,4	
Chauffage, éclairage	498	-0,6	-2,0		Éducation	23	1,5	1,2	
Meubles, équip. ménager, entretien maison	579	0,0	0,5		Hôtellerie, cafés, restaurants	797	1,4	1,6	
Meubles, tapis, revêtements de sol	159	0,1	0,4		Restauration et cafés	613	1,3	1,3	
Articles de ménage en textile	42	0,7	1,7		Services d'hébergement	184	1,7	2,9	
Appareils ménagers	86	-1,5	-0,6		Autres biens et services	1 286	1,2	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	63	0,2	1,4		Soins personnels	290	-0,2	0,1	
Outilage pour la maison et le jardin	56	0,6	0,2		Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,8	1,0	
Entretien courant de l'habitation	173	0,1	0,6		Protection sociale	434	1,6	1,4	
Santé	1 008	-1,2	-1,4		Assurances	250	2,6	2,9	
Médicaments et produits pharmaceutiques	441	-3,4	-3,9		Services financiers	67	0,7	0,7	
Médecine non hospitalière	567	0,5	0,5		Autres services	130	1,0	0,7	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.

Note : base 100 en 2015.

Champ : ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2015

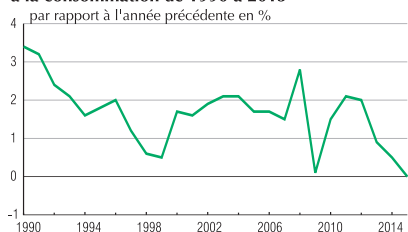
glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	15/14	Baisses	15/14
Pommes de terre	+ 9,4	Combustibles liquides	- 17,6
Services postaux	+ 8,8	Gazole	- 9,3
Fruits de mer surgelés	+ 7,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 8,8
Poissons frais	+ 7,0	Sucre	- 8,1
Fruits secs et fruits à coque	+ 5,8	Appareils photo et caméras	- 7,3
Transport maritime de passagers	+ 5,5	Gaz	- 7,2
Centres de vac., camping, auberges de jeunesse et héberg. similaires	+ 5,4	Transport combiné de passagers	- 6,9
Forfaits touristiques	+ 5,4	Essence	- 6,7
Fruits frais	+ 5,4	Produits pharmaceutiques	- 4,9
Journaux et publications périodiques	+ 4,7	Transport aérien de passagers	- 4,0

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2015



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. Cet indice est la moyenne arithmétique des douze indices mensuels.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

	15/14	15/14	
Allemagne	0,2	Lettonie	0,4
Autriche	1,1	Lituanie	- 0,2
Belgique	1,5	Luxembourg	0,9
Chypre	- 0,6	Malte	1,3
Espagne	- 0,1	Pays-Bas	0,5
Estonie	- 0,2	Portugal	0,3
Finlande	- 0,2	Slovaquie	- 0,5
France	0,3	Slovénie	- 0,6
Grèce	0,4	Zone euro	0,2
Irlande	0,2	UE	0,2
Italie	0,1		

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.

Source : Eurostat.

Des données de cadrage européennes ou mondiales

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Des graphiques d'illustration